



HAL
open science

Vers un nouveau chauvinisme du welfare ? La transformation du programme économique du Front national (1984-2012)

Gilles Ivaldi

► To cite this version:

Gilles Ivaldi. Vers un nouveau chauvinisme du welfare ? La transformation du programme économique du Front national (1984-2012). 12ème Congrès de l'Association Française de Science Politique, "Inégalités et Démocratie" - Section Thématique 27 "Le 'nouveau' Front national en question", Association Française de Science Politique (AFSP), Jul 2013, Paris, France. <halshs-01387050>

HAL Id: halshs-01387050

<https://shs.hal.science/halshs-01387050v1>

Submitted on 26 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Vers un nouveau chauvinisme du welfare ? La transformation du programme économique du Front national (1984-2012)

Gilles Ivaldi (URMIS-Université de Nice Sophia-Antipolis)
gilles.ivaldi@unice.fr

Résumé

Cette contribution propose une évaluation empirique des questions relatives à la transformation idéologique du Front national sous l'égide de Marine Le Pen depuis 2011. A partir d'une analyse longitudinale des positions du FN sur l'axe économique, notamment, il s'agit d'examiner la magnitude et la signification des ruptures programmatiques successives qui ont pris place depuis le milieu des années 1980. Les résultats suggèrent que le mouvement lepéniste est entré dans un troisième cycle de son développement politique et de sa stabilisation institutionnelle, caractérisé par un glissement net vers le pôle redistributif de l'axe des préférences économiques, une stratégie de crédibilisation ainsi qu'un processus de « déculturation » de son agenda économique. La dernière section discute des implications de cette nouvelle localisation du FN dans l'espace compétitif pour les modèles comparatifs interprétatifs de la droite radicale européenne.

Aux yeux de nombre d'observateurs, l'accession à la tête du parti de Marine Le Pen en janvier 2011 a fondé l'acte de naissance d'un « FN nouveau », débarrassé des oripeaux de cette extrême-droite hexagonale incarnée par Jean-Marie Le Pen et, autour de lui, la vieille garde orthodoxe du nationalisme français. Les multiples questions relatives au processus de transformation stratégique du Front national ont occupé le devant de la scène politique à l'occasion des scrutins de 2012. Si un changement d'image paraît s'être progressivement imposé dans l'opinion publique, qui a sans nul doute contribué à nourrir la vague d'engouement populaire pour la nouvelle égérie du FN lors de la présidentielle, la réalité même des mutations induites par la cosmétique de « dédiablement » demeure encore à bien des égards discutables (Dézé 2012, Crépon 2012, Mayer 2013).

Les changements des organisations partisanes restent des phénomènes complexes difficilement saisissables hors d'une approche multidimensionnelle ancrée dans le temps long. Dans son récent *Party Transformations in European Democracies*, Krouwel (2012) insiste à juste titre sur l'importance de fonder une mesure empirique des transformations des partis à l'aune de quatre dimensions majeures –génétique, sociologique, idéologique et organisationnelle. Si l'on s'en tient à la seule composante idéologique, Harmel et al. (1995) proposent en particulier une distinction entre des changements externes relatifs à l'image du parti, son « packaging », et ceux, plus fondamentaux, qui touchent à son identité programmatique interne et dont l'altération s'avère généralement plus complexe et coûteuse stratégiquement.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Cette contribution propose de centrer l'attention sur les aspects programmatiques et doctrinaux de la transformation du mouvement lepéniste, pour tenter de spécifier la trajectoire idéologique et le déplacement du FN dans l'espace multidimensionnel de la compétition partisane depuis son apparition sur la scène politique hexagonale. A partir d'une analyse longitudinale systématique des programmes du FN depuis le milieu des années 1980, il s'agit en particulier d'appréhender de manière empirique l'évolution du parti lepéniste sur la dimension économique. L'observation des changements les plus récents du parti sous l'égide de Marine Le Pen justifie ce choix d'une approche unipolaire : le mouvement que le FN paraît avoir opéré sur l'axe économique représente un élément central du nouveau positionnement stratégique du parti, dont on ne perçoit pas encore pour l'heure d'équivalent sur la dimension culturelle de compétition où le mouvement lepéniste conserve encore sa position traditionnelle.

L'analyse conclut à un glissement significatif des positions économiques du FN en 2012 à gauche de l'axe. Cette révision programmatique du FN –et au-delà d'autres mouvements populistes européens– se situe au cœur du processus de transformation du parti. La validation empirique de cette localisation inédite du FN dans le quadrant 'socialiste-autoritaire' de l'espace compétitif invite à reconsidérer certaines des hypothèses formulées quant aux modèles de mobilisation politique constitutifs du phénomène de droite radicale dans le contexte actuel de crise économique. Plus largement, les résultats de cette analyse participent d'une réflexion sur les incitations stratégiques auxquelles les acteurs populistes sont confrontés aux divers stades de leur institutionnalisation.

Populisme et économie

Le statut à accorder à l'économie dans la doctrine des droites radicales reste sujet à débat dans le champ scientifique (Ignazi 2003, Meguid 2008). Pour Mudde (2007), notamment, l'économie constitue un enjeu « secondaire » et « instrumental » pour la droite radicale populiste, procédant essentiellement des principes nativistes qui typifient son idéologie (p.132). Rydgren (2007) souligne que les aspects « droitiers » de l'idéologie de la nouvelle droite radicale relèvent principalement de ses positions sur l'axe culturel, son positionnement sur la dimension économique demeurant à ses yeux beaucoup plus ambigu. Rovny (2013) va jusqu'à contester l'utilité même d'une évaluation des positions économiques des partis de droite radicale au motif que ces derniers tendraient en réalité à privilégier délibérément un flou relatif sur cette dimension de compétition afin de maximiser leur attractivité électorale. Les enjeux économiques sont le plus souvent considérés comme de moindre saillance (*low salience issues*), à la fois pour les acteurs populistes eux-mêmes et pour leurs supporters (Ivarsflaten 2005).

La littérature relative à la droite radicale suggère également que les plateformes économiques de ce type de partis sont caractérisées par leur fort degré de flexibilité programmatique et une variance importante dans le temps. Au stade initial de leur émergence, les partis de droite radicale ont été généralement associés au néo-libéralisme économique (Betz 1994). Le FN français, en particulier, a longtemps été décrit comme un idéal-type (*master case*) de la « formule gagnante » popularisée par Kitschelt (1995), combinant un autoritarisme xénophobe sur la dimension culturelle avec un ensemble de préférences libéristes sur l'axe économique (p.19). Dans une seconde phase, ces partis semblent avoir progressivement pris

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

leurs distances avec cette plateforme néolibérale pour adopter des positions plus « centristes » sur l’axe économique, de telles positions reflétant en réalité un assortiment souvent hétérogène de politiques sociales et libérales arrimées à un socle protectionniste anti-mondialisation (Betz 2002, Bornschier 2005). S’agissant de ce mouvement centripète, McGann and Kitschelt (2005) évoquent une « formule gagnante atténuée » (*weak winning formula*), une proposition validée empiriquement par le travail comparatif conduit par De Lange (2007) sur les partis belges, néerlandais et français.

A partir d’une étude du cas du Front national en France, cette étude suggère d’envisager un troisième stade du développement programmatique de la droite radicale, caractérisé à la fois par une plus forte saillance des enjeux économiques et un mouvement vers la gauche de l’axe économique de compétition. Dans le contexte hexagonal, ce déplacement est le produit de stimuli internes et externes à la fois. Pour le parti lui-même, ce redéploiement répond à la nécessité pour le FN de répondre aux défis stratégiques issus de la débâcle électorale de 2007. L’élection de Marine Le Pen à la tête du mouvement et l’arrivée à ses côtés d’une nouvelle génération de cadres frontistes, plus sensible semble-t-il à l’effort de modernisation mis en œuvre depuis plusieurs années, participent clairement de cet effort d’adaptation.

L’évolution récente du Front national, sur les dimensions relationnelle et comportementale notamment, correspond assez précisément aux impératifs posés aux mouvements radicaux et populistes dans la phase ultime de leur stabilisation institutionnelle et de leur intégration systémique (Harmel et Svåsand 1993). En termes programmatiques, ce dernier palier de développement impose en particulier d’accroître compétitivité et crédibilité sur l’axe principal de conflit. Pour le FN, cette double exigence accompagne la redéfinition par le mouvement lepéniste de son objectif principal (*primary goal*) et son appétence réaffirmée pour la conquête et l’exercice effectif du pouvoir local ou national. Les travaux préparatoires au manifeste de 2012 ont attesté des efforts développés par le FN pour tenter de renforcer sa crédibilité sur les questions économiques et financières qui ont dominé l’agenda présidentiel récent. En ce sens, les questions économiques ont non seulement gagné en saillance mais également en autonomie par rapport au cœur programmatique constitué des valeurs et enjeux culturels typiques de la droite radicale.

Plus fondamentalement encore, ce troisième stade de développement est caractérisé par un glissement à gauche sur l’axe économique, qui représente une rupture significative avec la position droitiste occupée par le passé. En 2012, le parti a adopté un programme interventionniste de protection sociale et d’expansion des services publics. Les nouvelles politiques fiscales du FN ont mis l’accent sur la redistribution et se sont focalisées sur les questions relatives au pouvoir d’achat. Simultanément, la formation frontiste a maintenu sa position à l’extrémité droite de l’axe culturel de compétition. En dépit d’une euphémisation de certaines des propositions en matière d’immigration ou de criminalité (Shields 2013: 191), la stratégie de « dédramatisation » n’a pas encore produit d’altération significative du programme radical, exclusionniste et arbitraire du FN (Ivaldi 2012a).

Ce changement programmatique est évidemment contingent du contexte de crise économique et d’augmentation du chômage en France depuis 2008, et reflète les préférences croissantes dans d’importants secteurs des électors européens pour des politiques sociales à l’opposé du paradigme dominant d’austérité et de discipline budgétaire. En termes compétitifs, pour revenir ici aux fondements du modèle de compétition spatiale de Kitschelt, la relocalisation

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

du FN sur le segment socialiste-autoritaire du marché électoral peut être également considérée comme une réponse stratégique aux changements survenus dans les interactions avec les autres acteurs du système, en particulier l’implantation de l’UMP dans le quadrant libéral-autoritaire après 2002 (Bornschier 2010: 438).

Plusieurs éléments apparaissent déterminants lorsqu’il s’agit d’appréhender empiriquement la signification des changements survenus dans le rapport du populisme hexagonal à la sphère économique sur une longue période, et d’examiner l’hypothèse d’une troisième phase dans son développement programmatique. Un premier problème tient à la nature par essence hétérogène et flexible de l’offre idéologique des droites radicales en ce domaine (Eatwell 2003). Au regard de cette qualité profondément « caméléonique », pour reprendre ici l’expression de Taggart (2000), l’analyse doit pouvoir saisir les moments de d’inflexions et/ou de changements significatifs –au sens statistique– de la trajectoire du FN, qui traduisent une réorientation durable de ses stratégies sur l’axe économique plutôt que de simples ajustements tactiques ou langagiers aux circonstances du moment. Cette question de la significativité émerge notamment, nous le verrons, dans le prolongement de la thèse initiale de Kitschelt (1995) sur le recentrage de la droite radicale sur l’axe économique au détour des années 1990.

En second lieu, l’examen des déplacements d’un parti tel que le FN sur l’axe économique invite à s’interroger sur l’autonomie du champ et son éventuelle articulation avec d’autres dimensions structurantes de l’idéologie frontiste sur le continuum culturel de compétition. Cette question a été posée notamment s’agissant du modèle typique de « chauvinisme du welfare » formulé par Kitschelt, dont de nombreux auteurs ont souligné la transversalité dans l’offre politique des droites radicales (Mudde 2007). Au travers de la délimitation de certains répertoires (frames) structurants sur lesquels le discours économique va venir prendre appui, il est possible de repérer notamment la façon dont le parti entreprend de lier les enjeux strictement économiques à certaines des questions culturelles qui constituent sa marque de fabrique historique. Cette approche permet de montrer que le discours économique du parti s’est progressivement affranchi de certaines composantes idéologiques fondamentales de son identité partisane.

Enfin, dans le prolongement de la réflexion sur le processus d’institutionnalisation des mouvements populistes, l’analyse longitudinale de l’approche par le FN des questions économiques permet d’envisager d’éventuelles inflexions dans le degré « d’extrémisme positionnel » (Wagner 2012), défini comme la propension d’un parti à adopter des positions extrêmes sur un axe de compétition dans un but de différenciation vis-à-vis des autres acteurs présents dans le système. Dans la phase initiale de leur développement, les formations populistes sont, à l’instar d’autres partis niches (Spoon 2009), soumises à de fortes incitations centrifuges liées pour l’essentiel à ces impératifs de démarcation, mais dont l’intensité est, par hypothèse, amenée à décroître au stade de l’institutionnalisation au profit de mesures plus « centristes » aptes à assoir leur crédibilité gouvernementale.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Estimation des positions économiques

Cette contribution propose d’appréhender le rapport programmatique du national-populisme français à l’économie, au travers d’une analyse empirique des divers enjeux constitutifs du portfolio idéologique du FN dans ce domaine, et de leur évolution au cours des trente dernières années. Sous l’angle théorique, chaque enjeu peut être évalué au regard de deux paramètres fondamentaux d’offre politique que sont l’importance ou saillance (*issue salience*) qui lui est accordée par le parti, et la position (*issue position*) prise par ce dernier sur cet enjeu particulier (Meguid 2008). Cette dialectique « saillance / position » est traditionnellement au cœur de l’ensemble des travaux relatifs aux théories spatiales d’estimation des positions politiques et a fait l’objet d’une importante littérature quant aux objectifs de la manipulation stratégique par les acteurs partisans de ces divers attributs d’enjeux ¹.

Conceptuellement, ici, le choix est fait de privilégier un modèle « directionnel », plus conforme nous semble-t-il aux objectifs de classification qui découlent de l’évaluation du repositionnement du Front national dans l’espace de la compétition inter-partisane, via une reformulation de sa doctrine économique en particulier. Si l’on reprend ici les termes de Harmel et al. (1995), un parti peut en effet choisir d’infléchir la saillance (*emphasis*) d’un enjeu particulier ou d’un ensemble d’enjeux au travers des multiples canaux de sa communication (packaging) sans véritablement altérer pour autant ses positions, ni toucher au cœur de son identité politique. Ces inflexions tactiques sont évidemment non négligeables au regard du potentiel de mobilisation électorale immédiat du parti en question, mais ne permettent pas en revanche la spécification taxonomique dont relèvent certaines des interrogations relatives à l’évolution récente du FN, au-delà des seuls aspects comportementaux ou discursifs.

En ce sens, on rejoint ici l’argument proposé par De Lange (2007) lorsque celle-ci affirme la nature essentiellement « confrontationnelle » (p.418) du modèle théorique de compétition multidimensionnelle formulé par Kitschelt et en suggère une validation empirique à partir des techniques d’analyse « conflictuelle » des positions partisanes (Pellikaan et al. 2003, Kriesi et al. 2006). Pour revenir brièvement à l’opérationnalisation du modèle d’offre proposé par Kitschelt (1995: 2), il s’agit bien de tenter une mesure de la position effective des acteurs partisans sur les principaux axes de compétition, ainsi que leurs éventuels glissements sur ces dimensions de conflit, qui conduisent in fine à la redéfinition du type identifiable de stratégie de mobilisation mise en œuvre.

Dans la théorie confrontationnelle, les choix stratégiques faits par les entrepreneurs politiques sont positionnels par essence (Budge et al. 2001) et précèdent de ce fait axiomatiquement toute décision par les acteurs partisans d’accroître l’emphase sur tel ou tel enjeu spécifique. Wagner (2012) suggère notamment de considérer les positions idéologiques en tant qu’objets « exogènes » ² tandis que le niveau de saillance qui leur est accordé pourrait être défini pour sa part comme un processus « endogène », en ce sens qu’il demeure contingent de la stipulation préalable par le parti d’une position vis-à-vis de l’enjeu (p.66). En lien avec les

¹ L’approche en termes de saillance ou *valence* (Stokes 1963) est au cœur notamment du *Comparative Manifesto Project* (CMP) d’analyse de contenu quantitative des plateformes électorales des partis dans plus de cinquante pays depuis 1945 (Budge et al. 2001, Klingemann et al. 2006, Volkens et al. 2012).

² Wagner rejoint en la matière Budge lorsque ce dernier affirme que « les partis prennent une gamme de positions explicites sur un enjeu donné (...) sans contraintes inhérentes » (Budge et al. 2001: 86).

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

observations formulées plus haut quant à la nature complexe du rapport du populisme à l'économie en particulier, une approche directionnelle permet en outre d'envisager les questions d'hétérogénéité programmatique et d'extrémisme positionnel, en même temps qu'elle rend possible l'identification d'éventuelles ruptures doctrinales « significatives » débouchant sur un déplacement du centre de gravité idéologique du parti.

Les résultats présentés ici sont basés sur une analyse quantitative directionnelle des positions économiques du Front national, à partir d'un codage manuel des programmes publiés par le parti entre 1984 et 2012³, une priorité étant donnée aux manifestes présidentiels pour 2002, 2007 et 2012. L'analyse de contenu des programmes électoraux est très largement répandue et généralement reconnue pour son plus grand degré d'impartialité et d'objectivation (Marks 2007). Il est en outre généralement admis que les manifestes électoraux représentent la source la plus fiable pour la représentation des positions adoptées par les partis dans l'espace de la compétition politique, et l'observation de leur transformation dans le temps.

L'unité de codage utilisée est la « mesure politique » (*policy proposal*), qui constitue une entité très homogène et stable dans le temps, indépendamment du format (livre, programme, site internet). Ce choix diffère de la méthodologie employée par le CMP qui emploie une unité de texte discrète –la quasi-phrase (quasi-sentence)– pour comptage, à l'exception toutefois du cas français où la longueur des manifestes électoraux a conduit à l'utilisation du paragraphe (Brouard et al 2012: 260). Cette unité se rapproche à l'inverse, de par sa construction, de la notion « d'enjeu politique » (*policy issue*) qui se trouve au cœur de l'appareillage méthodologique de l'analyse confrontationnelle. En termes théoriques, chaque mesure est considérée individuellement comme un indicateur partiel ou imparfait d'une dimension économique latente.

Le mode d'analyse retenu ici présente plusieurs propriétés importantes. Il s'agit en premier lieu d'un recensement exhaustif non pondéré et exclusif –chaque mesure est codée et comptabilisée une seule fois quand bien même elle pourrait être évoquée à plusieurs reprises dans le programme. Bien que plus coûteux en temps, le codage de la totalité des propositions contenues dans chacun des programmes examinés permet de réduire partiellement certains biais inhérents aux mécanismes de sélection d'enjeux mis en œuvre par les modèles confrontationnels (Pellikaan et al 2003 :33). Cette méthode diminue l'effet marginal de chaque mesure individuelle. L'agrégation de scores obtenus pour un grand nombre d'items contribue théoriquement en outre à diminuer pour partie l'impact de l'erreur de mesure liée à l'utilisation de catégories discrètes sur une dimension latente (McIver et Carmines 1981)⁴.

Au total, le corpus est constitué de 745 mesures socio-économiques réparties sur la période allant de 1984 à 2012, codées sur une dimension économique unique (LR_ECO). L'axe économique tel qu'envisagé ici correspond à une opérationnalisation classique de la

³ La liste des programmes analysés pour le Front national sur la période est présentée en annexe 1. Cette étude s'efforce par ailleurs de répondre à l'absence de données longitudinales complètes, notamment pour le FN, dans la série longue du CMP. Les données du CMP pour le FN demeurent partielles et fondées sur des estimations interpolées pour 1988 et 1993. A ce jour, le programme de 2012 n'a fait l'objet d'aucun codage.

⁴ L'analyse est évidemment sujette à certains types d'erreurs de fiabilité et de validité d'interprétation inhérentes à toute procédure de codage manuel de données (Crittenden et Hill 1971) ; elle demeure cependant reproductible et rend de ce fait possible a priori la conduite de tests de validation inter-codeurs. Un identifiant unique est en outre attribué à chaque mesure individuelle, qui permet d'accroître la cohérence du codage – ou, pour le moins, d'envisager un biais plus homogène – sur l'ensemble du corpus.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

dimension matérialiste de la compétition politique entre état et marché –Kitschelt 1994 évoque des positions « socialistes » et « capitalistes »–, exprimée ici en termes de « gauche » et de « droite ». Ces deux pôles opposent un ensemble de préférences pour un modèle redistributif, keynésien, fondé sur la demande et l’interventionnisme étatique, par opposition à une approche libérale, pro-marché, basée sur l’offre, la libre concurrence, la dérégulation et le *small-government* (voir le tableau des principales oppositions, annexe 2). Cette spécification correspond plus généralement aux catégories empiriques retenues par le CMP dans son échelle agrégative RILE (*right-left*) (Budge et al. 2001), ainsi qu’à celles employées pour la localisation économique des partis dans les enquêtes « experts » (Hooghe et al. 2010).

Pour chaque mesure, la direction et l’intensité sont exprimées sur une échelle de -1 à 1 avec deux positions intermédiaires (± 0.5)⁵. Cette méthode de codage est comparable à celle utilisée par le Party Change Project (PCP) (Janda et al. 1995). Ici, l’utilisation d’une évaluation de degré correspond en outre, sous l’angle théorique, à l’introduction de la notion systémique « d’extrémisme positionnel », distinguant des mesures « centristes » (± 0.5) de mesures extrêmes (± 1) car plus distantes du centre des positions économiques. Un exemple de codage est présenté dans le tableau 1 ci-dessous. Implicitement, en termes spatiaux, les positions intermédiaires sur l’axe économique peuvent être considérées comme correspondant à la région des positions *mainstream* des partis de gouvernement à gauche et/ou à droite du spectre politique.

*** Tableau 1 ***

Pour chaque manifeste, la position du FN sur l’axe économique est estimée par la simple moyenne arithmétique des scores de l’ensemble des mesures présentes dans le programme, ce qui correspond à l’exigence de standardisation imposée par la comparaison d’échelles dans l’approche confrontationnelle. Cette position obtenue est également proche dans sa conception de l’agrégat RILE du CMP dont la construction permet de transformer les éléments de saillance primitifs en données positionnelles sur une dimension gauche-droite (Lowe et al. 2011). Une mesure complémentaire de dispersion est également proposée à partir d’un calcul d’erreur standard, qui permet d’évaluer le degré d’hétérogénéité programmatique de chacun des manifestes examinés sur la période et d’en identifier les changements significatifs.

Dernier point, chaque mesure économique considérée dans l’analyse est spécifiée en termes de « répertoires » ou frames dans le but d’évaluer l’usage de divers modèles de justification thématique. Les frames sont traditionnellement définis comme des idées centrales organisatrices performant une fonction argumentative spécifique (Entman 1993). Trois modes d’argumentation sont distingués : chauvinisme du welfare, populisme et conservatisme. Le premier répertoire fait référence au chauvinisme du welfare ou nativisme (Betz 2004, Mudde 2007), c’est-à-dire l’imposition manifeste d’un critère de préférence nationale. Le second mode argumentaire inclut les mesures frontistes légitimées sur un mode populiste ou, plus exactement « plébéien » par la construction dans le champ économique d’une opposition entre

⁵ Le corpus brut comporte 782 mesures, dont 37 n’ont pas été codées en raison de l’absence de direction ou de position clairement identifiables sur l’axe gauche-droite : ainsi par exemple « renégocier les conventions fiscales passées avec nos partenaires à l’étranger (2012) » ou « supprimer l’ENA (2002) » ont été retirés de l’analyse.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

le « peuple et les gros » –pour reprendre ici les termes de Birnbaum (1979)–, cette grille faisant évidemment écho aux formes génériques du « national-populisme » que sont les populismes protestataire et identitaire (Taguieff, 2012). Le troisième et dernier schème argumentatif renvoie enfin au soubassement des *policies* économiques frontistes par des valeurs conservatrices morales et/ou autoritaires (famille, discipline, autorité, ordre). Le tableau 2 ci-dessous présente quelques exemples de codage de ces divers répertoires⁶.

*** Tableau 2 ***

Résultats : trajectoire économique et phases de développement programmatique

L'analyse des résultats permet d'identifier une trajectoire spécifique du Front national sur la dimension économique depuis le milieu des années 1980. Deux moments de basculement témoignent d'altérations significatives dans le positionnement du mouvement lepéniste sur cet axe de compétition et corroborent l'hypothèse de trois phases distinctes de développement. La position moyenne du FN sur l'axe économique (m_{LR_ECO}) pour chaque année électorale, ainsi que les intervalles de confiance, sont présentés dans la figure 1 ci-dessous.

Avant d'en venir aux divers stades de l'évolution du Front national sur la période 1984-2012, un premier constat mérite d'être établi d'une hétérogénéité relativement persistante au sein du corpus économique de la formation lepéniste. L'examen des intervalles de confiance témoigne du caractère composite de la doctrine du parti et d'une variance programmatique relativement stable dans le temps (Cf. figure 1 ci-dessous). A aucune des étapes de son évolution programmatique, le FN ne peut donc être intégralement réduit à sa localisation au sein de l'un ou l'autre des pôles constitutifs du continuum économique ; au contraire, l'articulation d'éléments puisés dans des doctrines opposées demeure une caractéristique des projets économiques formulés par le mouvement lepéniste depuis près de trente ans.

*** Figure 1 ***

En termes de scores moyens, en revanche, l'examen de l'évolution de la position spatiale du FN sur l'axe économique permet de distinguer trois phases principales. Dans la première (1984-1986), le modèle de « formule gagnante » mis en évidence par Kitschelt –combinant autoritarisme culturel et adhésion au libéralisme économique– domine incontestablement le projet économique lepéniste tout au long des années 1980 et culmine aux élections législatives de 1986 : à l'orée de la première cohabitation, le profil frontiste intègre de manière très ample l'agenda « libériste » de désétatisation, dérégulation et lutte contre le « fiscalisme », ainsi qu'en atteste son score le plus à droite sur l'axe ($m_{LR_ECO}=0.6$). Au total, 82 % des mesures mises en avant dans le programme législatif de 1986 intitulé Pour la France se situent à droite sur l'axe économique de compétition (contre 76 % lors des européennes de 1984).

⁶ Notons toutefois que ces catégories ne sont pas mutuellement exclusives. Une mesure peut être, par hypothèse, codée sur un ou plusieurs répertoires. Sur l'ensemble du corpus, cependant, les cas de codages multiples – concernant pour l'essentiel deux répertoires – représentent moins de 4 % du total (N=28 mesures).

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le 'nouveau' Front national en question »

La figure 1 montre qu'un premier glissement significatif s'opère au milieu des années 1990, caractérisé par un mouvement de convergence vers le centre de l'axe des positions économiques, dont l'amplitude somme toute relativement limitée confirme la thèse d'une « formule gagnante atténuée » (*weak winning formula*) proposée par McGann and Kitschelt (2005). Pour autant, ce mouvement centripète ne peut masquer la persistance d'un ancrage droitier toujours prédominant au sein du programme économique du FN ($m_{LR_ECO}=0.3$ en 1993). Cette variation résulte pour partie seulement d'une révision des principes libéraux antérieurs : entre 1986 et 1993, le pourcentage de mesures ancrées à droite sur l'axe économique diminue certes, mais ces dernières représentent encore plus des deux tiers (68 %) du programme de 1993.

Au détour des années 1990, le nouveau positionnement du FN sur l'axe économique résulte de l'incorporation de thèmes plus sociaux –à l'instar du nouveau slogan phare « le social sans le socialisme » (1993, p.220) à destination d'un électorat dont la composante populaire gagne progressivement en importance (Perrineau 1995). A l'instar d'autres formations radicales européennes (Betz 2002, Bornschier 2005), le programme frontiste vient en outre agréger un ensemble de thèmes anti-globalisation et protectionnistes, dont la teneur tranche à l'évidence avec les orientations libre-échangistes des années précédentes. L'adhésion au protectionnisme dans la sphère économique internationale permet au parti de se recentrer sans pour autant abandonner ses préférences plus libérales au plan domestique. Cet aspect cumulatif est mis en évidence par l'augmentation notable du volume de mesures avancées par le mouvement lepéniste dans le champ économique, dont le nombre double pratiquement entre 1986 et 1993 (de 82 à 160 au total).

Cette localisation du FN sur l'axe économique va perdurer pendant plus d'une décennie. Dès 1995, elle trouve une traduction politique dans l'affirmation du « ni droite, ni gauche » par la formation de Jean-Marie Le Pen. La position médiane du Front national sur l'axe économique à la veille des législatives de 1997 est particulièrement illustrative du processus d'atténuation de la « formule gagnante » : à cette occasion, le programme du mouvement lepéniste est composé à parts pratiquement égales de mesures empruntées à la gauche (46 %) et à la droite (54 %), témoignant par ailleurs de l'accroissement de l'hétérogénéité doctrinale du FN sur cette dimension⁷. En 2002, un Jean-Marie Le Pen s'affirmant volontiers « socialement de gauche et économiquement de droite » témoigne encore du caractère hybride du programme socio-économique du FN. L'analyse détaillée du manifeste présidentiel de 2002 Pour un avenir français montre cependant une réorientation droitrière du programme frontiste sur l'axe économique : le centre de gravité du FN glisse à nouveau à cette occasion vers la droite ($m_{LR_ECO}=0.3$ contre 0.2 en 1997) et le parti recouvre peu ou prou la position qui était la sienne dix ans auparavant.

Le « centrisme » du FN sur la dimension économique dans cette seconde phase de son développement masque un plus fort degré de variance programmatique, conséquence de la juxtaposition d'objectifs politiques parfois contradictoires. Un test d'homogénéité de variance sur les deux premières périodes considérées jusqu'ici confirme que le FN a adopté un profil

⁷ L'amplitude de l'IC 95% pour le programme de 1997 est également due pour partie au plus faible effectif total de mesures comptabilisées.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

idéologique plus « opaque » et moins cohérent tout au long des années 1990 et 2000⁸. Ce résultat est en accord avec les conclusions de Rovny (2013 :19) qui mettent précisément en lumière l’absence de positionnement clair par la droite radicale sur l’axe économique.

La seconde rupture significative a lieu en 2011/2012, coïncidant largement avec la prise de pouvoir de Marine Le Pen au sein du parti, qui semble bien ouvrir un nouveau cycle programmatique en matière économique marqué par un repositionnement à gauche sur l’axe économique. Certains signes avant-coureurs de cette transformation sont visibles en 2007, à l’occasion d’une campagne présidentielle placée déjà sous la houlette stratégique de la future présidente du parti, et annonciatrice de la révolution keynésienne à venir. Cependant, le glissement à gauche demeure encore à l’époque très modéré et ne conduit qu’à un recentrage limité sur l’axe économique ($m_{LR_ECO}=0.2$) : cette première transition se fait surtout au travers de l’abandon d’une partie des mesures les plus libérales de sa doctrine, ces dernières ne représentant plus que 16 % du portfolio économique du parti contre 31 % lors de la présidentielle de 2002.

C’est donc à la veille des élections de 2012 que le Front national initie son véritable virage économique. En termes statistiques, le projet lepéniste voit son centre de gravité se placer, pour la première fois dans son histoire, très clairement à gauche en termes spatiaux ($m_{LR_ECO}=-0.2$), marquant une rupture nette avec l’ancrage principalement droitier du FN sur la totalité de la période 1984-2007. La plateforme de 2012 endosse l’interventionnisme étatique, arguant du rôle stratégique de l’Etat et de la nécessaire défense des services publics. Le nouvel agenda économique prône un ensemble de mesures de protection sociale et oriente le FN vers une politique de la demande et de la redistribution –bas salaires, retraites, pouvoir d’achat, contrôle des prix, salaire parental–, tandis que s’amplifient par ailleurs les critiques portées par le parti à l’encontre de l’Europe et de la mondialisation. Pas moins de 68 % des mesures formulées par le parti de Marine Le Pen se placent désormais à gauche. Ce rééquilibrage est particulièrement évident sur les positions les plus extrêmes de l’échelle : la proportion de mesures non-centristes, empruntées pour nombre d’entre elles à l’agenda de la gauche, s’élève à près de 16 %, contre moins de 3 % en moyenne entre 1984 et 2007⁹. Notons qu’une analyse similaire, conduite à partir de la plateforme législative du parti en juin 2012, confirme et amplifie même cette observation d’un virage idéologique¹⁰.

La distance parcourue à cette occasion donne la mesure de la magnitude de la révision programmatique opérée par le mouvement de Marine Le Pen. En moyenne, sur la période 1984-2007, le FN s’est déplacé de 0.2 points sur l’axe des positions économiques, avec un maximum de 0.3 points lors du recentrage intervenu en 1993. Cette faible amplitude moyenne corrobore les observations faites plus généralement quand au caractère essentiellement incrémental des *policy shifts* opérés par les acteurs partisans (Budge 1994). En 2012, la distance parcourue par le FN lors de son glissement vers la gauche de la dimension économique est plus du double de celle observée dans les années précédentes (0.4 unités).

⁸ Un test de Levene d’égalité de variances montre que la variance programmatique dans la seconde phase de développement (1993-2007) est significativement plus élevée que celle observée dans la première période (1984-1986) ($p < 0.05$).

⁹ A l’autre extrémité de l’axe, la distanciation d’avec le registre libériste des années 1980 est elle aussi avérée avec 6 % à peine des propositions contre plus de 53 % en 1986 ou près d’un tiers encore en 2002.

¹⁰ La plateforme législative de 2012 présente un score moyen $m_{LR_ECO}=-0.3$ ($N= 73$). Au total, ce sont 77 % des propositions législatives mises en avant par le Rassemblement Bleu Marine (RBM) qui sont ainsi localisées à gauche sur l’axe économique.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le 'nouveau' Front national en question »

Si la réorientation idéologique du FN émerge de manière nette de l'analyse empirique, il importe néanmoins de noter la permanence de l'hétérogénéité programmatique. En dépit d'un glissement incontestable de son centre de gravité vers la gauche de l'axe économique en 2012, le degré de variance observable à l'occasion des dernières élections présidentielles n'est pas sensiblement inférieur à celui de la période précédente ¹¹.

Cette variabilité tient pour l'essentiel à la présence résiduelle d'un petit nombre d'éléments néolibéraux fortement polarisants, en particulier la lutte contre « l'assistanat » et la « fraude sociale », ainsi que la continuité d'un agenda antifiscal, au travers notamment d'une critique acerbe des coûts supposés de la décentralisation, dont les premiers éléments préfigurent très vraisemblablement la plateforme fiscale municipale du parti en 2014 ¹².

Bien qu'apparue assez tardivement au cours de la campagne présidentielle de 2012, la problématisation de l'assistanat montre que le FN n'a pas totalement abandonné sa constitution en tant que parti de droite. Ce constat mérite cependant d'être relativisé. Des recherches récentes suggèrent de considérer l'égalitarisme économique redistributif et le soutien à l'Etat Providence comme deux dimensions idéologiques relativement indépendantes, toutes deux représentées conjointement dans l'idéologie de la droite radicale (De Koster et al 2012, Achterberg et al. 2011). Le lien avec le répertoire moral-conservateur plus traditionnel du FN s'établit au travers de la distinction qu'opère le mouvement lepéniste entre des « pauvres méritants » bénéficiaires « légitimes » d'une redistribution plus égalitaire des richesses et ceux qui ne peuvent en réalité prétendre aux largesses de l'Etat providence lepéniste, au premier rang desquels les étrangers et les fraudeurs ¹³.

Valence, crédibilité et autonomisation du champ économique

Conjointement à la structuration en trois cycles distincts des évolutions positionnelles du FN sur les questions économiques, les données laissent entrevoir une décroissance notable de son « extrémisme positionnel » ainsi qu'une émancipation progressive des enjeux économiques des valeurs culturelles fondatrices de l'idéologie du parti depuis le milieu des années 1980. La figure 2 illustre les valeurs d'extrémisme positionnel, calculées pour chacun des manifestes économiques du mouvement lepéniste entre 1984 et 2012.

Dans la phase initiale de son essor électoral au milieu des années 1980, le Front national privilégie des positions économiques non-centristes spatialement, ce dont témoigne le fort quotient mesuré à l'occasion des législatives de 1986 (1.3). Une telle stratégie centrifuge s'avère congruente avec le modèle générique développemental proposé par Harmel and

¹¹ Ici un test de Levene produit un niveau de signification statistique de $p=0.14$.

¹² Dans un entretien accordé à *Nice Matin* en avril 2013, Marine Le Pen rejette l'idée d'un accord national avec l'UMP mais évoque en revanche la rédaction d'une charte minimum pour des accords au plan local, au premier rang de laquelle pourrait figurer « l'arrêt de l'augmentation des impôts locaux ou encore des subventions aux associations communautaristes » (*Nice Matin*, 28 avril 2013). En juin 2013, Florian Philippot y ajoute la promesse d'aides « pour le dynamisme du petit commerce de centre-ville ».

¹³ Outre la création d'un secrétariat d'Etat dédié et la promesse d'un « plan drastique de lutte contre la fraude sociale », le projet présidentiel de 2012 propose « la suppression de toutes les prestations sociales aux récidivistes délinquants ou criminels justiciables d'une peine de un an de prison ou plus » ainsi qu'aux « fraudeurs récidivistes ».

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Svåsand (1993), qui fait de la démarcation une visée essentielle des partis populistes dans leur phase dite « d’identification », c’est-à-dire l’objectif initial d’affirmation de leur singularité au sein du jeu compétitif.

*** Figure 2 ***

En termes spatiaux, un premier palier de « technocratisation » de la plateforme économique du FN est visible en 1993, qui marque une forte diminution du ratio d’extrémisme positionnel par rapport aux années antérieures (0.4) ainsi, on l’a souligné, qu’une inflation sensible en volume de son programme. La part des mesures libérales non-centristes –c’est-à-dire le cœur de son programme le plus à droite sur la dimension économique– est en effet divisée par deux, passant de 54 % en 1986 à 26% lors des législatives de 1993. Ce mouvement centripète est évidemment lié, à la fois théoriquement et du fait également de la construction de notre échelle de mesure, au recentrage qu’opère la formation lepéniste sur les questions économiques et sociales à l’orée de ce deuxième cycle de développement programmatique. Ce résultat démontre surtout que la stratégie de « valence » revendiquée par Marine Le Pen ne constitue pas véritablement une nouveauté, mais en réalité la réactualisation d’une ligne moderniste à l’œuvre vingt ans auparavant. Dès 1993, certaines inflexions fortes manifestaient, déjà, la volonté du FN d’imposer son image de parti de gouvernement et d’alternative crédible aux forces de gauche et de droite.

Une seconde rupture s’opère en 2007. Le succès en trompe l’œil de la présidentielle d’avril-mai 2002 avait laissé apparaître le profond déficit en crédibilité du mouvement lepéniste, dans un contexte de sortie de cohabitation qui avait favorisé un regain de radicalité anti-système. Les questions économiques sont mises au cœur même de la stratégie de modernisation du parti initiée par Marine Le Pen dès avant la présidentielle de 2007¹⁴. Les projets présidentiels de 2007 et 2012 sont caractérisés par une nouvelle baisse de l’extrémisme positionnel et une trajectoire *mainstream* plus marquée, ainsi qu’en témoigne la nouvelle diminution du ratio en 2007 et 2012 (0.2).

S’il continue d’occuper un espace radical –en témoigne notamment sa position sur la sortie de l’Euro–, le Front national a entrepris depuis plusieurs années une « technocratisation » de son discours économique visant à affermir ses valences sur ce type d’enjeux. Cette incitation à la crédibilisation correspond assez largement aux impératifs posés aux acteurs populistes lorsque ces derniers entament leur processus d’institutionnalisation et de recherche d’un exercice du pouvoir (Harmel and Svåsand 1993). Elle évoque aussi plus généralement la nécessité pour les partis dits « niches » de consolider à terme leur degré de compétitivité sur l’axe principal (Strøm, 1990).

La signification et la portée du repositionnement du FN à gauche de l’axe des préférences économiques peuvent être évaluées, enfin, au regard des évolutions observables sur les répertoires distingués dans le cadre de cette analyse. La distribution de chacun de ces modes

¹⁴ A partir de son accession à la vice-présidence du FN en avril 2003, Marine Le Pen affirme sa volonté de crédibilisation du parti. Cette réorientation est validée lors de l’université d’été du parti en septembre 2006 avec la mise en place des Commissions d’Actions Présidentielles (CAP) thématiques et l’affichage par le Front d’une « culture de gouvernement ».

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

d’argumentation, exprimée en proportion des mesures de gauche et de droite pour les trois principales phases de développement programmatique du FN, est présentée dans la figure 3. Les résultats montrent que les positions économiques du parti sont devenues au fil du temps plus autonomes de certaines des valeurs fondamentales de la droite radicale –chauvinisme du welfare et conservatisme moral– tandis qu’elles ont progressivement épousé les contours d’un référentiel populiste ‘plébéien’.

*** Figure 3 ***

On observe, en premier lieu, un décrochage net d’avec le répertoire moral-conservateur qui a longtemps contribué à colorer les politiques sociales du FN. Dans les deux premiers cycles de son développement, la plateforme sociale du parti est très fortement imprégnée de l’univers idéologique de l’extrême-droite conservatrice, traduisant notamment la présence active et l’influence doctrinale de la mouvance catholique traditionnaliste au sein du Front. Sur ces deux périodes, les valeurs traditionnelles d’ordre, d’autorité, de discipline et, plus fondamentalement encore, de la famille irriguent un tiers environ des politiques de redistribution mises en avant par le mouvement lepéniste. En 2012, les références directes aux valeurs morales et familiales se font beaucoup plus rares et représentent moins de 10 % des mesures proposées par le FN, à l’image de l’emblématique salaire « maternel » transformé pour la première fois en salaire « parental »¹⁵.

En second lieu, le nouveau positionnement compétitif de la formation lepéniste s’est accompagné d’une diminution significative de l’ancrage de son programme dans le répertoire chauviniste stricto sensu. On constate en effet en 2012 une disjonction nette d’avec les phases antérieures, que traduit la baisse significative du pourcentage de mesures de redistribution explicitement adossées à l’exigence du critère de « préférence nationale » : entre 1984 et 2007, un quart en moyenne des politiques de redistribution du FN étaient conditionnées à la nationalité des bénéficiaires. En 2012, cette proportion tombe à 7 %. Le programme de 2012 contient une palette de propositions pour une politique de la demande non exclusivement fondée sur ce socle chauviniste : augmentation des bas salaires, blocage des prix de l’essence ou baisse des tarifs de l’électricité, pour citer ici quelques mesures phares.

Enfin, les données montrent que le glissement du FN à gauche de l’axe économique prend appui sur une réinterprétation du clivage traditionnel capital-travail au travers d’un appel à cette France dite « d’en-bas ». La plateforme économique de 2012 se singularise par l’importance qu’elle confère à la formalisation d’un antagonisme entre « gros » et « petits » : cette forme argumentaire spécifie un quart (25 %) des mesures sociales du projet présidentiel de Marine Le Pen contre 10 % environ au cours des deux périodes précédentes. Historiquement, cette construction discursive d’une opposition entre « gros » et « petits » dans la sphère des activités économiques a, pour l’essentiel, servi de châssis au « capitalisme populaire » du mouvement lepéniste et son néo-poujadisme anti-impôts à destination de l’électorat petit-bourgeois (artisans, commerçants, petits entrepreneurs). Ce répertoire continue, on peut le constater, d’accompagner un certain nombre de mesures fiscales à

¹⁵ Cette évolution traduit la prise de distance de Marine Le Pen avec la frange traditionnaliste de son parti, en particulier Bernard Antony, la captation stratégique de la laïcité, ainsi que les positions de la nouvelle présidente FN jugée plus « moderne » sur certaines questions de société tels le PACS ou l’avortement.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

destination des PME en 2012 et se décline plus que jamais au travers de la distinction opérée entre des petits entrepreneurs « vertueux » et des grandes entreprises tournées vers le profit. S’agissant des mesures sociales, le manifeste de 2012 est profondément structuré symboliquement par cet appel au peuple des « invisibles » et des « oubliés » –ouvriers, agriculteurs, étudiants, commerçants et artisans, mais aussi fonctionnaires ou employés, ou petits retraités–, contre les puissants, représentants de l’idéologie « mondialiste » dominante – responsables politiques, commission européenne, marchés financiers, entreprises du CAC 40, super riches, patrons voyous ou grande distribution.

Une nouvelle formule gagnante ?

La révision par le Front national de ses positions sur la dimension économique de conflit contribue au final à spécifier la rotation opérée par le mouvement lepéniste dans l’espace multidimensionnel de la compétition partisane depuis le milieu des années 1980. L’analyse empirique illustre le processus d’éloignement progressif du FN de ses préférences économiques libérales originelles pour endosser un agenda redistributif et interventionniste dont le centre de gravité se situe clairement à gauche de l’axe économique, mobilité qui tranche, on l’a souligné, avec l’inertie de la position du FN à l’extrémité droite de la dimension culturelle de conflit.

Ces résultats corroborent l’hypothèse d’un troisième cycle de développement du parti, qui coïncide avec la phase de stabilisation institutionnelle dans laquelle il est engagé. Si la formation lepéniste représente assez bien dans le premier cycle de son développement le « master case » de la nouvelle droite radicale, puis dans une seconde étape la version atténuée de cette « formule gagnante » combinant autoritarisme culturel et libéralisme économique, elle se distingue donc aujourd’hui par sa localisation originale et inédite dans le quadrant socialiste-autoritaire de l’espace compétitif.

Sous l’angle théorique, cette rotation invite à repenser certains des modèles établis pour la particularisation de la droite radicale. Sous l’égide de Marine Le Pen, le FN a convergé vers un positionnement stratégique dont les éléments constitutifs renvoient plus certainement désormais au modèle de chauvinisme du welfare (*welfare chauvinism*), défini par Kitschelt comme l’alliage d’une position à gauche sur l’axe économique et d’un agenda autoritaire exclusionniste sur la dimension culturelle (1995 : 22-24).

Plus précisément, les données présentées ici supportent l’argumentation développée par McGann and Kitschelt (2005) à partir des nombreux débats nourris par leur typologie initiale. S’agissant notamment de l’opérationnalisation même du concept de « chauvinisme du welfare » ces controverses ont conduit les auteurs à insister sur la nature discriminante du placement des acteurs partisans sur l’axe économique, proposant une redéfinition de ce type de stratégie en termes de « welfarisme chauviniste », à savoir une stratégie associant redistribution économique et xénophobie (p.150). Les résultats présentés ici valident l’usage de cette notion de « welfarisme chauviniste » pour rendre compte du positionnement compétitif de la formation lepéniste en 2012, s’agissant en particulier de l’autonomisation progressive de son programme au travers de la diminution significative de l’ancrage chauviniste stricto sensu et du décrochage simultanément d’avec le registre moral-conservateur classique.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Le recentrage positionnel de la formation lepéniste sur l’axe économique, et l’autonomisation croissante du champ au sein de son offre programmatique, tendent par ailleurs à confirmer le processus encore très embryonnaire de « normalisation » dans lequel le FN paraît aujourd’hui vouloir s’engager, et dont le développement au fil du temps renvoie au modèle générique d’institutionnalisation des formations populistes évoqué plus haut. Au plan politique, cette phase ultime du développement systémique de l’extrême-droite française a trouvé sa traduction dans l’entreprise encore timide d’ouverture et de désenclavement du parti engagée par la création du Rassemblement Bleu Marine à l’occasion des législatives de juin 2012 et dont on devrait continuer selon toute vraisemblance de mesurer l’impact lors des prochaines municipales de 2014.

Ce repositionnement représente un double défi stratégique et sociologique pour la formation lepéniste dans les années à venir. Sous l’angle compétitif, tout d’abord, le Front national se trouve plus que jamais à la croisée des chemins, confronté à la question même de la radicalité profonde de son ADN partisan et de l’opportunité politique d’engager une « déradicalisation » effective de sa doctrine. Une convergence progressive vers des préférences plus médianes dans l’espace compétitif, y compris sur la dimension culturelle, comporte toutefois le risque pour le parti de perdre de son attrait tribunicien pour la frange la plus protestataire de son électorat¹⁶. En termes spatiaux, la nouvelle plateforme welfare-chauviniste du FN réduit également fortement son potentiel de coalition avec la droite parlementaire au niveau national, en ce sens qu’elle accroît la distance qui sépare aujourd’hui la formation lepéniste d’une UMP implantée dans le secteur libéral-autoritaire de l’espace compétitif depuis 2002.

Il découle de ce premier aspect stratégique un second challenge, d’ordre sociologique celui-ci, qui renvoie aux contraintes de taille inhérentes à la coalition électorale de type welfare-chauviniste sur laquelle le succès du Front national a pris appui en 2012 (Ivaldi 2012b). Au regard d’un modèle de demande électorale, Kitschelt prédisait l’échec de ce type de stratégie aux motifs, selon lui, de l’absence d’un « espace structurel » dans les sociétés capitalistes post-industrielles et de son faible niveau d’attractivité hors des frontières relativement étroites du monde ouvrier, en particulier auprès des classes moyennes (1995: 23). A l’inverse, des travaux plus récents ont suggéré, à l’instar notamment de Van der Brug et Van Spanje (2009), qu’une nouvelle « formule gagnante » pourrait précisément venir se structurer autour de l’alliance de l’autoritarisme culturel et de solutions ancrées à gauche sur la dimension économique, au cœur d’un segment du marché électorale négligé par les autres compétiteurs au sein du système de partis (Lefkofridi et al 2011). Les groupes constitutifs de l’électorat lepéniste ne suffiront cependant pas à eux seuls à accroître le potentiel de mobilisation du FN, et ce dernier se trouvera donc confronté à la nécessité d’élargir sa surface électorale en direction de classes moyennes et supérieures et du contingent d’inactifs qui demeurent pour l’heure encore beaucoup plus rétifs face au parti lepéniste.

¹⁶ Les travaux d’Adams et al. (2006: 525) valident empiriquement cette hypothèse de « *costly policy moderation result* » et montrent à cet égard que les partis niches sont généralement plus fortement pénalisés électoralement lorsqu’ils entreprennent de modérer leurs positions pour accroître leur potentiel de mobilisation au centre.

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Références

- Adams, James, Clark, Michael, Ezrow Lawrence and Garrett Glasgow (2006) “Are niche parties fundamentally different from mainstream parties? The causes and the electoral consequences of Western European parties’ policy shifts, 1976–1998” *American Journal of Political Science* 50(3): 513-529
- Achterberg, Peter, Houtman, Dick and Anton Derks (2011) “Two of a kind? An empirical investigation of anti-welfarism and economic egalitarianism” *Public Opinion Quarterly*, 75(4): 748-760
- Betz, Hans-Georg (1993) “The Two Faces of Radical Right-Wing Populism in Western Europe” *The Review of Politics*, Vol. 55, No. 4, pp. 663-685
- Betz, Hans-Georg (1994) *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Basingstoke: Macmillan.
- Betz, Hans-Georg (1996), “Review: The Radical Right in Western Europe.” *Political Science Quarterly*, 111(4): 716-717.
- Betz, Hans-Georg (2002) “Against Globalization: Xenophobia, Identity Politics and Exclusionary Populism in Western Western Europe”, in Leo Panitch and Colin Leys (eds.), *Fighting Identities: Race, Religion and Ethno-Nationalism*, London: Merlin, 193-210.
- Betz, Hans-Georg and Carol Johnson (2004) “Against the Current - Stemming the Tide: The Nostalgic Ideology of the Contemporary Radical Populist Right”, *Journal of Political Ideologies* 9(3): 311-27
- Bornschieer, Simon (2005) « Unis contre la mondialisation ? Une analyse de la convergence programmatique des partis populistes de droite européens », *Revue internationale de politique comparée*, 4 (Vol. 12), pp.415-432
- Bornschieer, Simon (2010) “The New Cultural Divide and the Two-Dimensional Political Space in Western Europe”, *West European Politics*, 33: 3, 419-444
- Brouard, Sylvain, Emiliano Grossman et Isabelle Guinaudeau (2012) "La compétition partisane française au prisme des priorités électorales", *Revue française de science politique*, vol. 62, no. 2, p. 255-276.
- Budge, Ian (1994) “A New Theory of Party Competition: Uncertainty, Ideology, and Policy Equilibria Viewed Comparatively and Temporally” *British Journal of Political Science*, 24(4): 443-67.
- Budge, Ian, Klingemann, Hans-Dieter, Volkens, Andrea et Judith Bara (2001) *Mapping Policy Preferences. Estimates for Parties, Electors, et Governments 1945-1998*. Oxford: Oxford University Press
- Crépon, Sylvain (2012) *Enquête au cœur du nouveau Front national*. Paris : Editions du Nouveau monde
- Crittenden, K.S. and Hill, R.J. (1971) “Coding reliability and validity of interview data”, *American Sociological Review* 36: 1073-1080
- De Koster, Willem, Achterberg, Peter and Jeroen Van der Waal (2012) “The New Right and the Welfare State: On the electoral relevance of welfare chauvinism and welfare populism in the Netherlands”, *International Political Science Review*, first published on September 28, 2012
- De Lange, Sarah L. (2007) “A New Winning Formula?: The Programmatic Appeal of the Radical Right.” *Party Politics* 13(4): 411-435
- Derks, Anton (2006) “Populism et the Ambivalence of Egalitarianism. How do the Underprivileged Reconcile a Right Wing Party Preference with their Socio-Economic Attitudes?” *World Political Science Review*, 2(3): 175-200
- Dézé, Alexandre (2012) *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?* Paris : Armand Colin
- Eatwell, Roger (2003) “Ten Theories of the Extreme Right” In: Merkl, P. and Weinberg, L., eds. *Right-Wing Extremism in the Twenty-first Century*. London: Frank Cass, pp. 45-70.
- Entman, R. M. (1993). “Framing: Toward clarification of a fractured paradigm” *Journal of Communication*, 43(4): 51-58
- Harmel Robert et Lars Svåsand (1993) “Party leadership et party institutionalization: three phases of development”, *West European politics* 16(2): 67-88
- Harmel Robert, Kenneth Janda, and Alexander Tan (1995) “Substance vs. Packaging: An Empirical Analysis of Parties’ Issue Profiles.” *APSA Annual Meeting*, Chicago
- Janda, Kenneth, Robert Harmel, Christine Edens, and Patricia Goff (1995) “Changes in Party Identity: Evidence from Party Manifestos” *Party Politics*, 1(2): 171-196.
- Hooghe, Liesbet, Ryan Bakker, Anna Brigeovich, Catherine de Vries, Erica Edwards, Gary Marks, Jan Rovny et Marco Steenbergen (2010) “Reliability et Validity of Measuring Party Positions: The Chapel Hill Expert Surveys of 2002 et 2006”, *European Journal of Political Research*, 49(5): 687-703
- Ignazi, Piero (2003) *Extreme Right Parties in Western Europe*. Oxford: Oxford University Press
- Ivaldi, Gilles (2012a), « Permanences et évolutions de l’idéologie frontiste » in Pascal Delwit (ed.), *Le Front national. Mutations de l’extrême droite française*, Bruxelles: Editions de l’Université de Bruxelles, pp.95-112

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

- Ivaldi, Gilles (2012b), “The Successful Welfare-Chauvinist Party? The Front National in the 2012 elections in France”, European Sociological Association’s Research Network on Political Sociology (RN32) Mid-term conference, University of Milan, 30 November-1 December (<http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00765428>)
- Ivarsflaten, Elisabeth (2005). The vulnerable populist right parties: no economic realignment fuelling their economic success. *European Journal of Political Research*, 44, 3, 465-92.
- Kitschelt, Herbert (1994). *The Transformation of European Social Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Kitschelt, Herbert, in collaboration with Anthony J. McGann (1995) *Radical Right in Western Europe. A Comparative Analysis*. Ann Arbor, MI: University of Michigan Press
- Kriesi, Hanspeter, Edgar Grande, Romain Lachat, Martin Dolezal, Simon Bornschieer and Timotheos Frey (2006) “Globalization and the transformation of the national political space: Six European countries compared”, *European Journal of Political Research* 45(6): 921-56.
- Lefkofridi, Zoe, Wagner, Markus et Johanna Willmann (2011) *Left-Authoritarian Citizens in Europe: Seeking Policy Representation across Issue Dimensions*, paper presented at the ECPR Joint Sessions of Workshops, 12-17 April 2011, St. Gallen, Switzerland
- Marks, G. (Ed.) (2007) *Special Symposium: Comparing Measures of Party Positioning: Expert, Manifesto, and Survey Data*, *Special Issue Electoral Studies*, 26.
- Mayer, Nonna (2013) ‘From Jean-Marie to Marine Le Pen: electoral change on the Far Right’, *Parliamentary Affairs*, 66(1): 160-78.
- McGann, Anthony J. et Herbert Kitschelt (2005) “The Radical Right in The Alps. Evolution of Support for the Swiss SVP et Austrian FPÖ” *Party Politics* 11(2): 147-171
- McIver, J. P. et E. G. Carmines (1981) *Unidimensional scaling*. Thousand Oaks, CA: Sage
- Meguid, B.M. (2008) *Party competition between unequals: Strategies et electoral fortunes in Western Europe*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Mudde, Cas (2007) *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge: Cambridge University Press
- Perrineau, Pascal (1995) « La dynamique du vote Le Pen : le poids du ‘gaucho-lepénisme’ » in Perrineau, Pascal and Colette Ysmal (eds.) *Le vote de crise*. Paris : Presses de Sciences-Po, pp. 243-261
- Rovny, Jan (2013) ‘Where do radical right parties stand? Position blurring in multi-dimensional competition’, *European Political Science Review*, 5(1): 1-26
- Rydgren, Jens (2007) “The Sociology of the Radical Right” *Annual Review of Sociology*, 33: 241-262.
- Shields, James (2013) “Marine Le Pen and the ‘New’ FN: A Change of Style or of Substance?” *Parliamentary Affairs* 66(1): 179-196.
- Strøm, K. (1990) A behavioral theory of competitive political parties. *American Political Science Review* 34(2): 565–598.
- Taggart, Paul (2000) *Populism*, Buckingham and Philadelphia: Open University Press
- Taguieff, Pierre-André (2012) *Le Nouveau national-populisme*, Paris : CNRS éditions, 128 pp.
- Van der Brug, Wouter, et Joost Van Spanje (2009) “Immigration, Europe et the ‘new socio-cultural dimension’”, *European Journal of Political Research*, 48:3, 309-34.
- Volkens, Andrea, Lacewell, Onawa, Lehmann, Pola, Regel, Sven, Schultze, Henrike and Annika Werner (2012) *The Manifesto Data Collection. Manifesto Project (MRG/CMP/MARPOR)*, Berlin: Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung (WZB)
- Wagner, Markus (2012) “When do parties emphasise extreme positions? How strategic incentives for policy differentiation influence issue importance”, *European Journal of Political Research* 51(1): 64-88

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Tableaux et figures

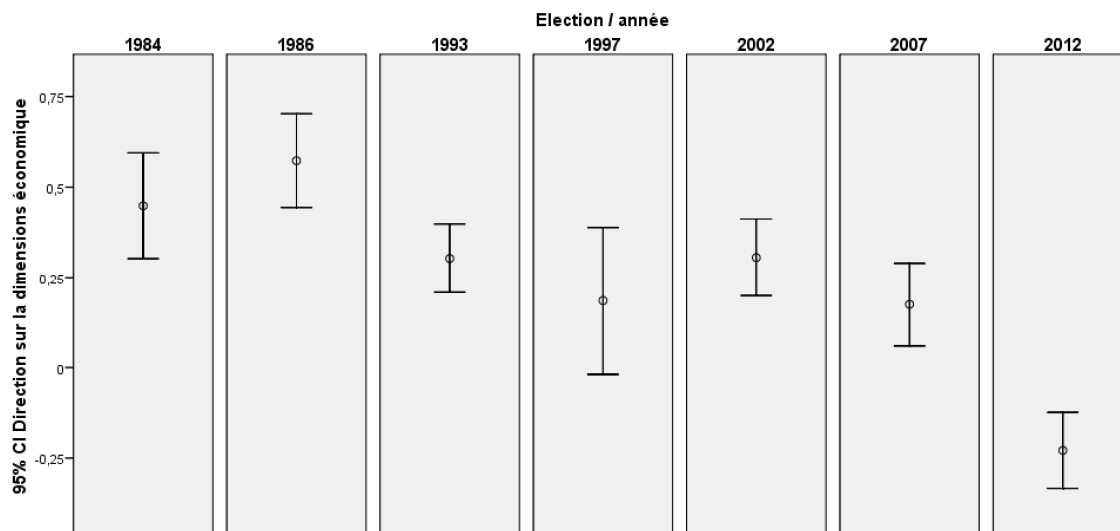
Tableau 1. Exemples de codage de mesures « centristes » et « extrêmes »

2012	Augmentation de 200 euros net de tous les salaires inférieurs à 1,4 fois le Smic	-1
2012	L'autorité des marchés financiers, ou une agence ad hoc, aura aussi pour mission d'empêcher que certaines opérations de bourse soient purement spéculatives et de court ou très court termes	-0,5
2012	Les ministères devront engager un effort de rationalisation organisationnel et budgétaire dans leur administration centrale.	+0,5
2012	Interdiction législative pour les conseils généraux et conseils régionaux d'augmenter les impôts locaux	+1

Tableau 2. Exemples de codage de mesures sur les répertoires argumentatifs

2012	Revalorisation des allocations familiales et suppression des allocations familiales aux étrangers.	WELFARE CHAUVINISTE
2007	Revalorisation globale des pensions des anciens combattants et effort budgétaire complémentaire.	CONSERVATEUR
2012	Fonction publique: variations de la valeur du point d'indice différentes selon la position sur l'échelle des revenus (augmentation pour les petits fonctionnaires)	POPULISTE

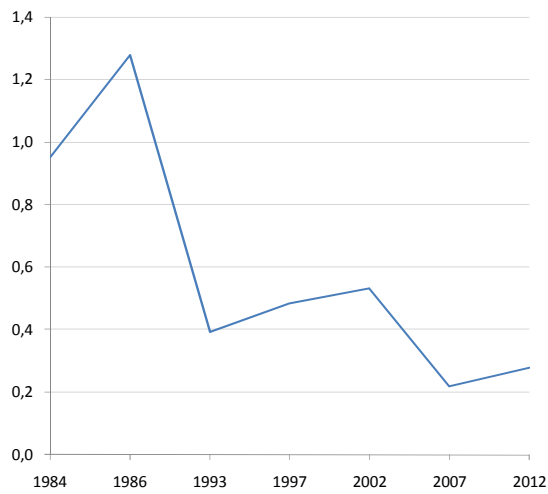
Figure 1. Moyenne et dispersion du score du Front national sur l'axe économique (1984-2012)



Congrès AFSP Paris 2013

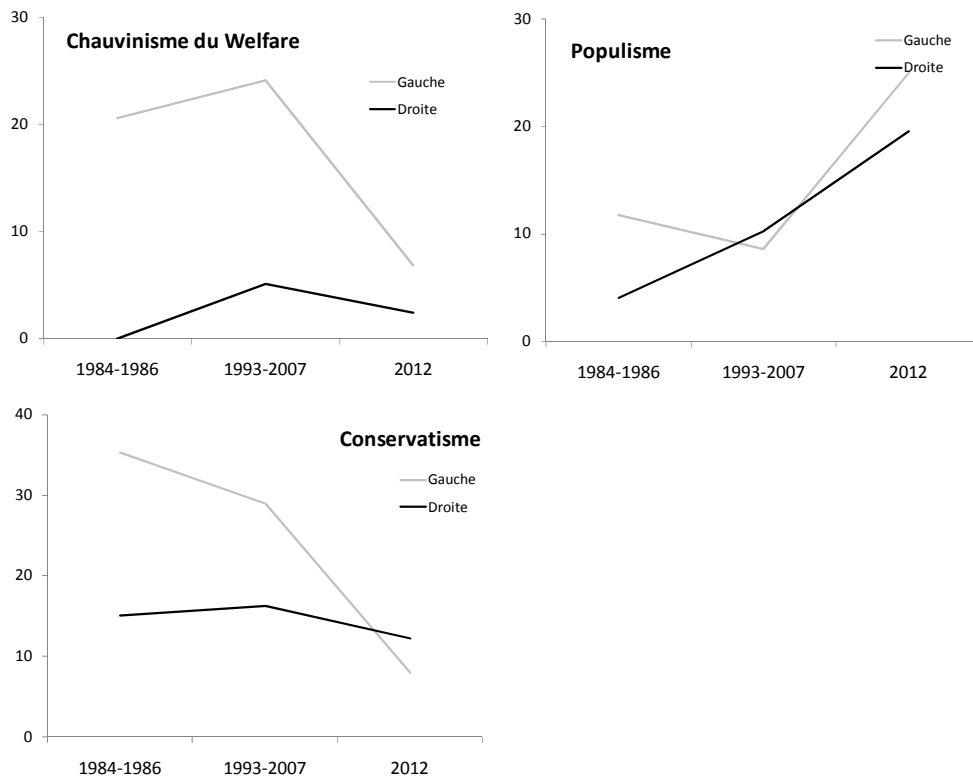
Section Thématique 27 « Le 'nouveau' Front national en question »

Figure 2. Extrémisme positionnel* sur l'axe économique : 1984-2012



* Une mesure de l'extrémisme positionnel est calculée pour chaque année sous la forme d'un simple quotient des effectifs des positions extrêmes (codage -1 et 1 à gauche et à droite de l'axe économique respectivement) et des positions centristes (-0,5 et +0,5).

Figure 3. Distribution des répertoires d'argumentation chauviniste, populiste et conservateur, par phase de développement programmatique



Note : les lignes indiquent le pourcentage de mesures prenant appui sur un répertoire argumentaire spécifique, en fonction de l'orientation (gauche-droite) pour chacune des trois principales phases de développement (1984-1986, 1993-2007, 2012).

Congrès AFSP Paris 2013

Section Thématique 27 « Le ‘nouveau’ Front national en question »

Annexes

Annexe 1. Liste des programmes FN analysés

Programme	(N) mesures codées
1984: Droite et démocratie économique (éd. 1984)	78
1986: Pour la France: programme du FN	82
1993: 300 Mesures pour la renaissance de la France	160
1997: Le grand changement: programme du Front national	46
2002: Pour un avenir français: programme du Front national	144
2007: Programme de gouvernement de Jean-Marie Le Pen	106
2012: Projet présidentiel de Marine Le Pen	129
TOTAL	745

Annexe 2. Spécification de l'axe économique de compétition

Gauche	Droite
Intervention de l'Etat	Libre concurrence
Croissance / maintien secteur public	Réduction du secteur public
Nationalisations	Privatisations
Protectionnisme (CMP)	Libre échange
Maintien / augmentation dépenses publiques	Réduction des dépenses publiques
Expansion du Welfare	Réduction du Welfare
Régulation économique	Dérégulation
Redistribution et politique de la demande	Politique de l'offre
Régulation du marché du travail	Flexibilité du marché du travail
Maintien / augmentation de la charge fiscale	Baisse de la charge fiscale
Syndicats : jugement positif	Syndicats : jugement négatif